

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 20 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORECA

Technopole

58470 MAGNY-COURS

Références : 240136
Code AIOT : 0025100023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement ORECA implanté Technopole, 58470 Magny-Cours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORECA ;
- Technopole - 58470 Magny-Cours ;
- Code AIOT : 0025100023 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Non.

La société ORECA emploie 47 personnes sur le site de Magny-Cours. Leurs principales activités sont :

- l'étude et la conception de moteur thermique ;
- le montage des moteurs ;
- l'essai des moteurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a fait apparaître que l'établissement et les installations sont bien gérés et bien entretenus.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que :

- la vanne de coupure gaz extérieure n'est pas protégée contre les éléments naturels et les actes de malveillance ;

- l'établissement n'est pas clôturé dans sa totalité ;
- les fûts d'huile usagées dans la zone déchets à l'extérieur ne sont pas placés sur des bacs de rétention, laissant un possible écoulement de produits ;
- les bennes de stockage des déchets de ferrailles et les fûts d'huiles usagées dans la zone déchets extérieure ne sont pas protégés des eaux météoriques. Un ruissellement de résidus d'hydrocarbures des fûts d'huiles et de la benne des déchets métalliques peut se répandre sur le sol.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article 1.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Équipement des collecteurs	Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article A2.5.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Attestation de valorisation des déchets	Code de l'environnement du 26/10/2022, article D. 543-284	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Règle d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article A.6.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Bordereau de suivi des déchets	Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- protéger la vanne de coupure gaz extérieure contre les éléments naturels et les actes de malveillance ;
- clôturer l'ensemble des accès à l'établissement ;
- placer les fûts d'huile usagées de la zone déchets à l'extérieur sur des bacs de rétention ;
- Protéger les bennes de stockage des déchets métalliques et les fûts d'huiles usagées dans la zone déchets extérieure des eaux météoriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : AUTORISATION 2931 – 1 Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) : 1) Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ; => 4 bancs d'essais d'une puissance installée globale de 1 620 kW. NON CONCERNÉ 4734 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. => Volume maximal d'essence stocké : 7,8 tonnes. 2560 Travail mécanique des métaux et alliages 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW 2563 Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface 2 machines à laver les pièces. => Quantité de produit mise en œuvre de 355 l. 2564 - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques * Volume maximal de solvant de 100 l (sans mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés de mention de danger H341 ou étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée. 2925 Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). => Un poste de puissance de courant continu de 7,4 Kw. 1416 Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où l'hydrogène gazeux est transféré dans les réservoirs de véhicules, la quantité journalière d'hydrogène distribuée étant supérieure ou égale à 2 kg/jour.
Constats : L'établissement est soumis à : AUTORISATION 2931 – 1 Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) : 1) Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ; => 4 bancs d'essais d'une puissance installée globale de 1 620 kW. NON CONCERNÉ 4734 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. => Volume maximal d'essence stocké : 7,8 tonnes. 2563 Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface 2 machines à laver les pièces. => Quantité de produit mise en œuvre de 355 l.

<p>2564 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques</p> <p>* Volume maximal de solvant de 100 l (sans mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés de mention de danger H341 ou étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée.</p> <p>2925 Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>=> Un poste de puissance de courant continu de 7,4 Kw.</p> <p>1416 Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où l'hydrogène gazeux est transféré dans les réservoirs de véhicules, la quantité journalière d'hydrogène distribuée étant supérieure ou égale à 2 kg/jour.</p> <p>L'exploitant indique avoir transmis en 2018 un porter-à-connaissance relatif à l'installation d'une aire de stockage protégée attenante au bâtiment existant, avec accès des accès de livraison. L'inspection indique ne pas en avoir eu connaissance. L'exploitant l'a transmis après la visite. Il indique également avoir finalisé fin 2023 l'installation d'une zone de stockage d'hydrogène. Un porter-à-connaissance doit être adressé dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 3 mois.

N° 2 : Déversement accidentel des capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article A2.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des collecteurs.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À toutes capacités ouvertes ou fermées contenant des liquides polluants ou toxiques, implantées dans les ateliers ou à l'intérieur sont associées des capacités de rétention étanches, incombustibles et inattaquables et pouvant résister à la pression des fluides. Le volume de la capacité doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – volume de la plus grande des capacités concernées ou 50 % de la somme des volumes des capacités concernées par une même cuvette. <p>Les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et nettoyées de façon à ce que le volume disponible respecte les principes rappelés ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan du réseau d'évacuation du 22/03/2018 incluant le réseau d'eaux usées, le réseau d'eaux pluviales, la disposition de deux séparateurs d'hydrocarbures, faisant apparaître les vannes d'isolement des séparateurs. Il indique que ce plan a été réalisé en interne uniquement. La facture du 12/03/2018 relative à la fourniture et pose des séparateurs d'hydrocarbures a été adressée à l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que l'entretien et la vidange des séparateurs n'est effectué que tous les 2 ans, vu les faibles quantités évacuées. Il indique faire un entretien prochainement. Il adressera à l'inspection la facture d'entretien et de vidange des appareils.</p>
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 3 mois.

N° 3 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre des déchets dangereux et un registre des déchets non dangereux. Un classeur regroupe l'ensemble des pièces justificatives, attestation, bordereau et facture.</p> <p>L'exploitant a transmis au préalable de la visite :</p> <p>Depuis 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Certaines sociétés ont dématérialisé leurs documents : <ul style="list-style-type: none"> • un registre 2022 et 2023 pour SUEZ ; • un registre pour 2022 et 2023 pour MARTIN ENVIRONNEMENT. * Pour les sociétés qui ne dématérialise pas leurs documents : <ul style="list-style-type: none"> • Un registre Excel que l'exploitant tient pour 2022 et 2023 => SARP, DERICHBOURG, ASTRA RECYCLAGE et autres divers. <p>Sur ces registres, il n'est pas retrouvé le code traitement et la qualification du traitement.</p> <p>L'exploitant doit ne tenir qu'un seul et même registre, regroupant les déchets dangereux et non dangereux, en précisant par une étoile * les déchets dangereux.</p> <p>Il est demandé d'intégrer à ce registre le code traitement ainsi que la qualification du traitement, et les transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 3 mois.

N° 4 : Bordereau de suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne tenue d'émettre un bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement utilise le formulaire CERFA n° 12571 (1), sauf, d'une part, pour les déchets dangereux contenant de l'amiante pour lesquels le formulaire CERFA n° 11861 (1) est utilisé et d'autre part, pour les déchets de fluides frigorigènes pour lesquels le formulaire CERFA n° 15497 (2) est utilisé. Lors de l'élaboration d'un nouveau bordereau suite à regroupement de déchets de fluides frigorigènes, le formulaire CERFA n° 12571 (1) est toutefois utilisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les bordereaux de suivis des déchets dangereux. Ceux-ci correspondent au registre des déchets présentés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Attestation de valorisation des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2022, article D. 543-284</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de valorisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation de valorisation pour les instruments d'écriture usagés du 25/01/2023. Celle-ci indique la quantité reçue, la nature des déchets collectés en 2023, leur destination ainsi que l'utilisation ultérieure prévue.</p> <p>Les factures de rachat des déchets de matières fer et alu du 04/08/22, 27/10/22, 12/04/23, 05/07/23, 08/08/23 ont également été présentées.</p> <p>Aucun justificatif de valorisation des déchets n'a été présenté.</p> <p>L'inspection demande à ce que les justifications de valorisation soient généralisées à l'ensemble des déchets produits et soient délivrés chaque année.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les attestations de valorisation des déchets de matière fer et alu pour 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites.</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois.</p>

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Stockages et rétentions.</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un document issu de DEKRA en date du 24/10/2018 relatif au calcul du besoin en eau incendie (D9), calcul du volume de rétention des eaux incendie (D9A), principe retenu pour la rétention des eaux incendie. L'exploitant indique redemander à DEKRA de revoir les calculs.</p> <p>Concernant la rétention des eaux utilisées pour l'extinction, il indique que des tapis obturateurs ont été achetés pour maintenir la pollution en dehors du réseau d'eaux pluviales. Il doit réaliser un test d'étanchéité du dispositif et élaborer une consigne de test, qu'il intégrera dans la consigne en cas d'incendie. Il les adressera à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 3 mois.

N° 7 : Registre de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/1990, article A.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le responsable de la sécurité doit tenir un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre les sinistres. Sur ce cahier, doivent figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées, – les dates des exercices effectués ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles. <p>Ce registre doit être tenu en permanence à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte</p>

contre les sinistres. Les extincteurs, RIA, interrupteurs et disjoncteurs à manœuvrer en cas de feu sont vérifiés tous les ans.

Des trappes de désenfumages sont installées dans le bâtiment. Certaines sont récentes sur une partie du bâtiment (l'isolation toiture a été réalisée en 2017). Ces trappes sont automatiques.

Pour l'autre partie du bâtiment, il s'agit de trappes manuelles.

Les commandes de fonctionnement des trappes automatiques n'ont pas été vérifiées depuis leurs installations.

L'inspection demande à ce que les dispositifs de désenfumages soient vérifiés et que les résultats des tests lui soient adressés.

Type de suites proposées : Avec suites.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.

Proposition de délais : 3 mois.